

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21630 - 80ÈME ANNÉE

## Appel à la grève le 10 septembre. Trois syndicats enseignants dénoncent les conditions de travail dans les écoles



**Les syndicats FSU-Snuipp, CGT éducation et Sud éducation ont appelé les professeurs des écoles à ne pas faire passer les évaluations aux élèves. Cet appel intervient une semaine après la rentrée « pour faire blocage ».**

Trois syndicats enseignants ont appelé le 26 août à la grève dans les écoles maternelles et élémentaires le 10 septembre pour dénoncer la généralisation des évaluations dans les classes allant du CP au CM2, a-t-on appris auprès de la FSU-Snuipp.

Les syndicats FSU-Snuipp, CGT éducation et Sud éducation appellent notamment les professeurs des écoles à ne pas faire passer ces évaluations qui démarrent une semaine après la rentrée, le 10 septembre, « pour faire blocage ».

« On n'a pas besoin de ces évaluations pour connaître le niveau de nos élèves, les enseignants sont en capacité eux-mêmes de travailler ces évaluations », a expliqué

Guislaine David, secrétaire générale de la FSU-Snuipp, premier syndicat du primaire (maternelle et élémentaire).

Ces évaluations « n'ont pas d'effet sur la réussite des élèves et elles ne concernent pas tous les champs de l'éducation, car elles sont très centrées sur le français, les maths, et en lecture, on évalue la fluence et pas la compréhension », a ajouté Guislaine David.

Cette dernière a regretté lors d'une conférence de presse qu'« on retire la liberté pédagogique aux enseignants ».

### « Source de stress » pour tout le monde

Selon le syndicat, ces tests sont « source de stress » pour les enseignants, les élèves et les familles. « La question des évaluations nationales standardisées est pour nous essentielle dans la rentrée car elles vont être généralisées à tous les niveaux et c'est la clé de voûte des conditions de travail des enseignants, de la politique éducative actuelle qui est basée sur leurs résultats », a souligné Guislaine David.

Avec cette journée de grève, les syndicats souhaitent aussi dénoncer les conditions de travail dans les écoles. Parmi lesquelles, les effectifs dans les classes plus élevés que la moyenne européenne ou le manque d'attractivité du métier d'enseignant.

Guislaine David a estimé que « c'est une rentrée particulière où les enseignants sont

*dans le flou sans ministre à la barre de l'Education nationale ». « Ça ne va pas les empêcher de faire leur rentrée mais c'est important pour tout ce qui va être mis en place cette année et notamment les réformes engagées par le précédent gouvernement et qui ne conviennent pas aux enseignants ».*

Cette dernière a demandé « à ce que le nouveau ou la nouvelle ministre de l'Education écoute enfin les enseignants et appuie sur le bouton stop des réformes, arrête la machine et discute réellement avec les organisations syndicales ».

La FSU-Snuipp souhaite aussi « interpellier les parlementaires » sur la question de l'école dans les semaines à venir.

## **Le NFP ne retournera à l'Élysée que pour discuter d'un gouvernement Castets**

**Le Nouveau Front populaire a annoncé le 26 août qu'il ne retournerait à l'Élysée que pour discuter avec le président Emmanuel Macron "des modalités d'une cohabitation" avec un gouvernement dirigé par Lucie Castets.**

Dans un communiqué de presse commun, le NFP a regretté que le chef de l'Etat "continue de tergiverser" pour nommer un Premier ministre. Les alliés au sein du NFP affirment qu'Emmanuel Macron doit "nommer Lucie Castets à Matignon".

En quête d'un nom pour Matignon, Emmanuel Macron poursuit ses consultations. Après la gauche, la droite et son propre camp vendredi, Emmanuel Macron a reçu le 26 août les chefs de file de l'extrême droite, ainsi que les présidents de l'Assemblée et du Sénat, en vue de désigner enfin un nouveau Premier ministre.

## **Macron "complexifie chaque jour la tâche du futur gouvernement"**

*"Dans l'attente, nous ne participerons à de prochaines discussions avec le président de la République que pour travailler sur les modalités de cette cohabitation", ajoutent-ils, alors que le chef de l'Etat pourrait lancer de nouvelles tractations pour trouver un gouvernement.*

*"En choisissant de maintenir en poste un gouvernement démissionnaire, il complexifie chaque jour la tâche du futur gouvernement qui devra redresser la situation dans laquelle il laisse le pays", ont dénoncé Lucie Castets, la cheffe des Ecologistes Marine Tondelier, le premier secrétaire du PS Olivier Faure, le coordinateur des insoumis Manuel Bompard et le patron des communistes Fabien Roussel.*

Ces derniers soulignent n'avoir "pas reçu de réponse" à la question posée aux partis du camp présidentiel, "qui prétextaient la présence de La France insoumise pour justifier une censure d'un gouvernement du Nouveau Front populaire".

Le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon avait interpellé le 24 août les dirigeants du camp d'Emmanuel Macron et de la droite, leur demandant s'ils censureraient un gouvernement dirigé par Lucie Castets ne comportant pas de ministre insoumis, ligne rouge exposée par les macronistes et la droite vendredi à l'Élysée.

De l'extrême droite à la macronie, en passant par Les Républicains, tous affirment désormais, que plus que la présence de ministres LFI, c'est bien le programme du NFP qui pose problème et les amènerait à censurer un gouvernement Castets.

## **L'Extrême droite et la droite même combat**

Le parti d'extrême droite, Rassemblement national, reste "en faveur d'un vote d'une motion de censure à l'égard d'un probable

*gouvernement du NFP", a d'abord indiqué Jordan Bardella, et "l'idée qu'il y ait un gouvernement du NFP où il n'y aurait pas de ministre Insoumis ne change strictement rien", a ajouté Marine Le Pen, à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Emmanuel Macron.*

Le leader de la droite Laurent Wauquiez a effectué le 25 août sa rentrée politique au Mont Mézenc, en Haute-Loire, critiquant vivement au passage La France insoumise (LFI) qu'il accuse d'être *"sans doute le plus grand danger politique pour notre pays"* et en promettant de lui *"faire barrage"* sans préciser s'il censurerait un gouvernement sans ministre insoumis.

Selon lui, les Insoumis ont *"rompu avec les valeurs de la République"*. Laurent Wauquiez a attaqué Jean-Luc Mélenchon, l'accusant notamment *"d'avoir une responsabilité immense dans la banalisation de l'antisémitisme"* en France.

Pour Bruno Retailleau, le président des Républicains au Sénat, a indiqué sur X que *"c'est non aux ministres LFI et non à un programme inspiré par LFI. Nous sommes opposés à leur participation à un gouvernement, comme à leurs idées. Leur projet, c'est un Bad Godesberg inversé de la gauche française. Un retour aux vieilles lunes de la gauche radicale qui déclasserait la France et appauvrirait les Français"*.

## **Gaza: des ONG de défense des journalistes demandent à l'UE de faire pression sur Israël**

**Une soixantaine d'organisations internationales défendant la presse demandent lundi à l'Union européenne de suspendre son accord d'association avec Israël, après près de onze mois d'atteintes à la liberté des médias et de décès "sans précédent" de journalistes dans la guerre avec le Hamas.**

Depuis l'attaque du mouvement islamiste le 7 octobre sur le sol israélien, le gouvernement de Benjamin Netanyahu a mis en place des mesures *"pour restreindre la liberté des médias qui a abouti dans les faits à l'établissement d'un régime de censure"*, ont écrit le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), Reporters sans frontières (RSF), Human Rights Watch (HRW) et la Fédération européenne des Journalistes (EFJ), dans cette lettre dont l'AFP a eu copie.

Ces ONG demandent au chef de la diplomatie de l'Union Européenne (UE), Josep Borrell, et au commissaire au Commerce, Valdis Dombrovskis, la suspension de l'accord d'association qui porte notamment sur les échanges commerciaux. Ils demandent aussi *"des sanctions ciblées contre les responsables"* de violations des droits humains.

Depuis le 7 octobre, plus de 100 journalistes palestiniens sont morts dans le conflit, ainsi que deux Israéliens et trois Libanais, ce qui correspond à *"la période la plus meurtrière"* pour la presse depuis des décennies. Certaines des victimes ont pu être *"ciblées"* par l'armée israélienne, ont accusé les organisations signataires.

Les ONG ont dénoncé l'interdiction pour les journalistes étrangers d'accéder à la bande de Gaza et les *"détentions arbitraires"* de professionnels de l'information, avec au moins 49 d'entre eux arrêtés.

*"L'effet cumulé de ces abus crée les conditions pour un vide de l'information, et laisse également place à de la propagande et de la désinformation"*, ont souligné les signataires.

Ils réclament de *"maintenir la liberté"* des médias, *"protéger la vie des journalistes"* et *"mettre fin à l'impunité"*, à l'approche d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le 29 août à Bruxelles.

## **BAYALINA**

**BAYALINA, PAR AXEL GAUVIN... IN ROMAN DANN LA LANG  
KRÉOL RÉNYONÉ, AN FÈYTON DANN TÉMOIGNAGES -102-**

### **LINDI 12 MARS (DÉZIÈM BOUTE)**

Mwin té i kroire Gro-Taba té i par vole dessi banna parèy papang dessi zoizo blan. Non va : èl i débouze pa. El i fini par trouve in sourir ziska – in sourir en piang 1, mé soman in sourir.

Titone i nérve son tour, i kriye :

– Lo manjé soidizan jordu noré pu, na pu, là ! Koça i lé ça ? Ça lé pa d'manjé, ça !

Vré pou vréman, manzé néna. Manzé konm dabitide, manzé d'lindi : deri, zariko, bëf.

Pou l'hèr Ari tou-sél la-fine tire son manzé. In takon ! Piton de-riz ! Voyiaz lo grin !

Deux part au moins la viande !

La, Ivone – daoïr i gaingne pi anparé – i préfère kole son shomin, alé.

Astèr-là, n'i komanse tire nout manzé pou nou manzé. Pou amwin rienk deri, lo grin...

In mansh kiyèr piman kan-mèm la-di... Tanka la viande bëf...

Toudinkou, Ari cé-d' lève deboute. Li tienbo son gozié, son léstoma. Ondiré toute i brile par anddan. Ondirré kèttshoz lé pou déshire ali par anddan. Li souffèr martir. Zégüi, rienk zégüi ! Lo manzé lé plin sanm la pointe zégüi !

Kiça apark Ivone pou fé in nafèr konm ça-là ! Ouça li lé astèr, ce malfondé k'i apèl Ivone-là ? Mé koça va sèrve anou alé rode Ivone ?

Lina i dégaz vittman pou soutient son frèr :

– Ari, mon Ari !... Koça i fo n'u fé, mon Dieu, koça i fo faire ?

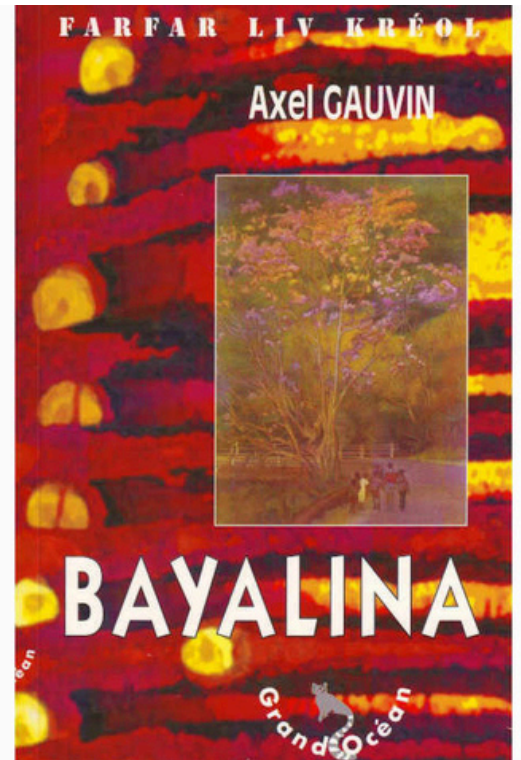
Oui, koça i fo faire ? Nou la-mèm poin in granmoun pou ède anou !

“Madanm Timoun, mi mazine. Madanm Timoun lé sirman dann son kuizine. Lé oblizé na in moun la-prépare manzé-là, avan k'Ivone i mette la mor ddan. Madanm Timoun va di anou kiça i fo alé krié ; si, pou Ari, i fo lo sho, si i fo lo fré, si i fo garote ali dann kouvèrtir... si i fo alé rode in kouvèrtir par là, si i fo mette ali assiz, mette ali alonzé, si i fo fé boire, si i fo pa, si i fo... Madanm Timoun va ède anou.

Mi kriye :

– Madanm Timoun ! I fo apèle madanm Timoun !

Pa-sito madanm Timoun fine arivé, toute-suite èl i anvôye amwin téléphone doktér.







## « Antanssion bann zidé dominante, mèm fo li pé domine aou. »

**Mézami, zot i pé konstate konm mwin, koméla néna in ta avèk in paké média. Si tèlman ké ou la pi bézoin kour la boutik pou trouv in zoinal mé i sifi wi rouv oute radio, oute télé, oute lordinatèr é linformassion i sote dsi ou san lèss aou in tan pou rofléshir, in tan pou réspiré é pétète éssèye démayé si ou nyabou fèr lo vré avèk lo fo.**

Mé dir avèk fèr lé pa lo mèm zafèr pars koméla dann in bonpé péi, bann kapitalist la fine kapar bann gran média é zot néna lo moiyn par la piblisité, par lo védétarya, épi par la kapassité bann zaktèr linformassion démontre aou par A+B ké 1+1 sa i fé pa 2 é zot néna rézon é sak i kontredi azot na tor vi ké lo kontgradiktèr na pwin lo moiyn pou inpoz son vérité ali é fèr an sorte ké bann zidé la lé gagnan dann lopinyon piblik.

Mézami zordi ni viv dann in drol d'épok é la plipar rantre nou i bèss lo bra dovan bann zidé dominante répété mil foi si tèlman bonpé d'moune i fini par kroir sé sa la vérité... In légzanp : lo bann zékstrème. Lo prézidan la invante mo-la, bann zoinalist la ropran sa a zot konte, lo bann konsomatèr d'média zot ossi zot la panss sa té in n'afèr just, in bon n'afèr, é té i fo kroir sa konm in vérité dann lévanzil.

Bann pti kolon, bann militan, bann sitoiyin ordinèr zot ossi la trouv sa i koréspon la vérité é wala ké bann zélu inn-de parti i

dovien bann zékstrèm é in sondaz apropiyé i vien a –tan pou dir bann zékstrème la pa bon é i fo sirtou pa zot i partissipe lo gouvèrnman lo péi. A, biensir la majorité d'moune la pran sa pou la vérité.

Issi la Rényon, nou néna bann pti kolon la trouv bann konssèp-la bien alé oir zot mèm, par zot passé, par zot prézan, par zot zidé zot lété é zot lé ankor lo zékstrème par rapor sak i partaz bann zidé dominante.. Mi rapèl in zour mwin té kandida parti kominiss é Zoinal de lisle la pa anonss mon kandidatur. Mwin la anvoye in télégram é lo landomin lo rédaktèr an shèf lo zoinal la réktifyé la list kandida épi la azoute mwin lété koni konm militan la CGTR, in kouroi transmission lo PCR. Donk wala mwin ossi dyab ké lo dyab é pétète pliss ankor.

Sak i panss zordi nou lé bien konssidéré, ké nou lé pi dann bann zékstrème ké zot i atann ni rolèv in pé la tête é zot va oir si bann malédikssion lontan i arpèz pa dsi nou, é si lo bann média i diabloliz pa nou ankor in foi. Sa i pé ète vré pou sak la koupe lo pon avèk nou é zot i pé rotrouv azot zot ossi diabolizé pars zot i fé pa parti lopinyon bann bien panssan.

A bon antandèr, salu !

NB In provèrb zalman i di : « Manssonz la pate lé kourte ! ». Lé vré mé alé trape ali si wi vien bou.

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433